Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Sarkozy-et-la-crise-de-l-Euro-le

Sarkozy et la crise de l'Euro : le déni de la réalité !

- Vie politique -

Date de mise en ligne : mercredi 27 juillet 2011

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Madame, Monsieur,

Le Président de la République, Nicolas Sarkozy, a adressé une lettre à tous les parlementaires pour défendre sa politique économique et européenne.

Vous trouverez, ci-dessous, la réponse que je viens de lui faire parvenir.

Cordialement

André GERIN

Monsieur le Président,

Vous avez décidé de vous adresser par lettre à l'ensemble des parlementaires à propos de la crise qui frappe la zone euro, du sommet européen de Bruxelles du 21 juillet et de votre souhait d'inscrire dans notre Constitution ce que d'aucuns appellent la « règle d'or », en clair, l'austérité comme horizon indépassable de toute politique publique, un nouvel abandon de notre souveraineté nationale.

La Constitution ne prévoit pas ce mode d'expression du Président de la République en direction de la représentation nationale. Mais ne soyons pas formaliste. Je comprends votre choix au regard de la difficulté devant laquelle vous vous trouvez.

Il semblait, en effet, difficile de convoquer le Parlement en Congrès, en pleine période estivale et alors que la session parlementaire s'est achevée, pour vous y exprimer, comme le prévoit désormais la Constitution.

Il est, pour vous, tout aussi délicat d'engager la même démarche afin que le Congrès se prononce sur votre « règle d'or ». Vous n'êtes, en effet, pas sûr du tout de recueillir les 3/5ème des suffrages nécessaires à l'adoption de votre texte, ce qui ferait désordre à moins d'un an de l'élection présidentielle.

C'est pourquoi je vous fais une proposition qui vous permettrait de sortir par le haut, selon une expression désormais courante, de l'impasse dans laquelle vous vous trouvez : organisez un référendum afin que le peuple se prononce.

Cette consultation serait d'autant plus utile qu'elle permettrait aux français de faire le bilan de cette politique d'intégration européenne dont l'euro est l'expression la plus emblématique et alors que cette politique est en crise.

Elle leur offrirait la possibilité de donner leur avis sur cette fuite en avant vers l'abandon de notre souveraineté que vous nous proposez, après qu'ils se furent prononcés en 2005 contre cette perspective et que leur décision eut été piétinée.

Les enjeux valent de porter le débat à ce niveau. Car que nous dites-vous ? L'euro, c'est formidable. Le sommet de Bruxelles l'a sauvé et vous n'êtes pas peu fier d'y avoir participé. Enfin, vous nous invitez à aller plus loin encore avec la mise en place d'une nouvelle gouvernance européenne et d'un gouvernement économique européen.

Copyright © Le Vénissian

Quel déni de la réalité !

La construction européenne et la mise en place de l'euro, depuis Maastricht et au fil des différents traités, ont fait fi de la souveraineté des peuples et des nations, transformé ce vaste espace en une zone où la « concurrence est libre et non faussée », où les capitaux circulent au gré des intérêts de ceux qui les détiennent, où la chasse est ouverte afin de diminuer sans cesse davantage la rémunération du travail, où, en conséquence, le dumping social et les délocalisations sont la règle, où toutes les activités humaines sont abandonnées aux lois du marché.

Cette Europe-là est un vaste jeu de monopoly où tous les coups sont permis, où les banques et les institutions financières jonglent avec l'argent au détriment de l'économie réelle. Telles sont les cause profondes des situations grecque, irlandaise, portugaise, espagnole et italienne. Et le sommet du 21 juillet n'a rien réglé, si ce n'est donner de l'argent, encore de l'argent à ceux qui le gaspillent tandis que les peuples sont invités à payer la facture.

Votre « règle d'or » vise à inscrire ce mécanisme destructeur dans le marbre de notre loi fondamentale. Vous vous parez certes des mérites d'un gestionnaire vertueux et soucieux de l'équilibre budgétaire et du poids de la dette.

Sous votre quinquennat pas encore achevé, le déficit public est passé de 3,2 % du PIB à 7,1 % ; la dette s'est envolée de 62 % à 84,5 %. « La faute à la crise », me direz-vous. Échappatoire facile.

Toutes vos réformes fiscales depuis 2007 en faveur des plus riches ont été financées par l'endettement : paquet fiscal, taxe professionnelle, ISF, soit 20 milliards d'euros empruntés chaque année. L'accumulation des niches fiscales représente 30 milliards d'euros, les exonérations de cotisations sociales 173 milliards d'euros. Et il faudrait ajouter à tout cela ce que nous coûtent la casse de nos industries et la baisse du pouvoir d'achat des français. Et le sommet de Bruxelles alourdira encore de 15 milliards d'euros la dette française.

Et vous voudriez que nous allions plus avant dans cette voie qui nous conduit dans le mur.

Je vous propose d'en appeler à la souveraineté populaire : organisez un référendum et le vaste échange qui le précédera. Nous pourrions l'envisager dans le courant du mois de décembre 2011.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

André GERIN

Copyright © Le Vénissian